



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 25, NUMERO 3, JUIN 2003

Transformer les rêves en réalité : Le pouvoir des idées, la force de l'action

Sur la côte occidentale d'Afrique, nichée entre ses voisins sénégalais et guinéen, la Guinée Bissau navigue tant bien que mal dans les eaux turbulentes de la mondialisation économique. Petit paradis doté d'une nature exubérante dont les ressources forment la base de l'économie nationale, ce pays jouit également d'une richesse humaine qui ajoute à sa beauté et à sa vitalité. Malgré cela, la Guinée Bissau est aussi un des pays les plus pauvres d'Afrique et du monde.

Dans l'archipel des Bijagos, un des joyaux de la biosphère mondiale, dans l'île de Formosa, c'est d'abord la beauté qui séduit. Celle de la nature et celle des gens. Puis leur fierté. Ici, les villageois ont pris conscience du besoin de protéger la nature nourricière contre les convoitises des grands de ce monde, prêts à une exploitation débridée des richesses naturelles sans égard pour les populations et l'environnement. Ils ont compris que leur culture issue de l'osmose avec cette terre était le meilleur rempart aux pratiques dictées uniquement par la loi implacable du marché.

Réunis dans la maison des pêcheurs d'Acôcô, les hommes nous expliquent comment ils travaillent avec les autres insulaires de l'archipel pour retracer les pratiques de pêche ancestrales qui ont permis jusqu'à récemment, une gestion des ressources halieutiques respectueuse de l'environnement et suffisante pour nourrir les populations. Les pêcheurs ont réussi, avec l'aide de Tiniguena, un homologue de longue date d'Inter Pares, à établir des règles de pêche qui s'appuient sur le savoir autochtone et préconisent un développement participatif durable des îles. Ces règles appelées UROK par les habitants, permettent d'identifier dans l'archipel les territoires et les saisons où la pêche ne nuit pas à certaines espèces animales telles les lamantins qui profitent de l'hospitalité des mangroves pour se reproduire.

Les règles UROK cherchent à empêcher l'épuisement des stocks, de même que les dommages à l'environnement causés par la pêche commerciale dans ce fragile écosystème. C'est en puisant à même leurs racines profondes que les habitants des Bijagos ont trouvé le moyen de signaler aux pêcheurs commerciaux l'emplacement des aires protégées de l'archipel. L'entrée de ces territoires est identifiée par des « gris-gris » suspendus à des piquets placés à des endroits stratégiques. Ces fétiches indiquent le caractère sacré des aires protégées. Les pêcheurs



PIERRE CAMPREDON

d'Acôcô nous assurent que tous les natifs de cette région d'Afrique de l'Ouest respectent ces balises qui émergent de leur mémoire ancestrale.

L'audace des communautés des Bijagos prend source dans le profond sentiment d'appartenance à cette terre et à cette culture façonnée par le savoir élaboré au fil des siècles. Les populations de l'archipel valorisent cet héritage et ont choisi d'en faire le flambeau de leur résistance. Cette résistance collective vécue au quotidien leur permet de penser le monde autrement, de contribuer à le créer à l'image de leur rêve.

Tout comme aux Bijagos, l'espoir pointe un peu partout dans le monde grâce aux actions que mènent des femmes et des hommes qui osent défier les forces mondiales à partir de leur propre vision. Ils agissent avec confiance, à partir de ce qu'ils sont, de ce qu'ils savent pour offrir une résistance tranquille ancrée dans leur mémoire historique. L'appui de la communauté est essentiel à ce courage, pour réfléchir, imaginer et oser franchir ensemble les limites imposées. Vivre en marge peut être synonyme d'exclusion, mais peut aussi signifier l'investissement d'espaces qui échappent aux normes et ouvrent la voie à la création d'un monde différent, plus humain et plus sain. De nombreuses organisations œuvrent, au Nord comme au Sud, pour remettre en question le mantra « il n'y a pas d'alternative » et proposer des initiatives ancrées dans la vie elle-même.

À Inter Pares, nous avons le privilège de côtoyer et de soutenir des gens et des organisations qui inventent une autre réalité, au jour le jour, en osant défier la logique de l'ordre établi. Dans ce *Bulletin*, nous présentons quelques exemples de ces actions mobilisatrices qui alimentent à leur tour nos réflexions et nos actions. Elles sont la preuve que d'autres mondes sont possibles et que cet avenir germe déjà dans le présent. ✂

Le pouvoir des idées : Third World Network

Pour que le développement social soit vecteur de changement, il faut que les individus soient maîtres de leur vie et artisans de leur avenir. Tout développement qui n'épouse pas leurs aspirations et qui ne puise pas dans leur savoir et leur expérience est condamné d'avance. Ce constat vaut à tous les niveaux, communautaire, national et international.

Il ne s'agit pas d'une polémique. C'est ce que préconisent depuis des années les groupes de citoyens et les militants du développement au Nord aussi bien qu'au Sud. Pourtant, les processus socio-économiques appelés « développement » se déroulent, plus souvent qu'à leur tour, dans un contexte où le savoir, l'expérience et les intérêts des citoyennes et citoyens ordinaires ne sont pas pris en compte. Le refus de considérer toute nouvelle idée, de favoriser de nouvelles approches, de reconnaître l'échec des politiques passées coûte très cher. Pour les millions qui vivent dans la pauvreté, c'est une question de vie ou de mort.

Third World Network, un homologue d'Inter Pares, s'attache à promouvoir les idées qui germent dans l'expérience et la réflexion de citoyens engagés dans le développement économique et la justice sociale en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'expérience acquise auprès de communautés locales et des responsables publics démontre que l'échec de la lutte contre les inégalités et la pauvreté est moins le résultat d'un manque d'initiatives valables que la conséquence du refus des grandes institutions de reconnaître la faillite de leurs politiques et de permettre aux individus d'influencer les processus décisionnels publics de manière à satisfaire leurs besoins et à déterminer leur avenir.

La lutte pour la maîtrise des stratégies de développement s'intensifie dans de nombreux forums multilatéraux, notamment au sein de l'Organisation mondiale du commerce qui tiendra sa cinquième réunion ministérielle en septembre à Cancun. Third World Network est à la tête d'un mouvement mondial de citoyennes et de citoyens qui ne cesse de s'étendre. Ils remettent en question l'absence d'obligation d'imputabilité et de transparence dans les négociations au sein de l'OMC. Ils contestent aussi l'engagement creux de cette organisation pour la tenue d'un « cycle de négociations sur le développement », prenant pour exemple le rejet des demandes des pays en développement au profit des intérêts à court terme des pays industrialisés plus puissants comme le Canada. Les activités de plaidoyer de Third World Network ne se limitent pas à une critique du statu quo. Avec ses alliés au Canada et dans le monde, Third World Network propose des recommandations concrètes susceptibles d'aider les pays pauvres à promouvoir leur développement national par l'adoption de politiques économiques adaptées à leurs besoins et leurs intérêts.

Aussi simple qu'il puisse paraître, ce combat est difficile à livrer dans un monde où les idées d'une minorité affectent la vie de tant de personnes. Mais il est aussi dynamisant et prometteur car la vie fleurit sur le terreau de la diversité et du changement. Et la promesse du changement s'épanouit dans la courageuse affirmation, face à la réalité ambiante, du pouvoir des idées pour un meilleur avenir. ☞

La privatisation de la vie

La vie peut-elle être privatisée ? Quelqu'un peut-il se rendre maître et propriétaire d'organismes vivants ? Ces questions sont au cœur du débat sur les droits de propriété intellectuelle. Ces droits, qui existent depuis longtemps, sont reconnus par l'octroi de brevets. Pour les industriels, c'est un incitatif financier qui stimule l'innovation en offrant aux investisseurs un mécanisme de recouvrement des coûts de la recherche-développement.

Mais au cours des dernières années, les droits de propriété intellectuelle sont devenus une préoccupation essentielle pour des millions d'agriculteurs dans le monde. Depuis les prairies de la Saskatchewan jusqu'aux plaines de Hyderabad, les agriculteurs doivent résister aux grandes entreprises qui tentent de s'approprier des variétés de semences qu'ils ont conservées et échangées pendant des générations. En même temps, l'accélération de la recherche génomique, y compris le décryptage du génome humain et les expériences de clonage, soulève un certain nombre de questions éthiques et pratiques sur la santé et la justice sociale.

Reconnaissant que ces enjeux sont beaucoup trop importants pour laisser les décisions aux politiciens et aux entreprises privées, des militants communautaires, des chercheurs, des experts-conseils et des ONG, dont Inter Pares, ont créé le Groupe d'affinité canadien sur les droits de propriété intellectuelle dont la mission consiste à remettre en question la privatisation, le monopole et l'acquisition, par les brevets, d'organismes vivants.

Conçu comme un centre de ressources collectif où les membres échangent des informations, améliorent leurs connaissances, mettent sur pied des alliances et élaborent des stratégies, le Groupe a l'ambition d'être un lieu où la société civile peut réfléchir aux questions liées aux droits de propriété intellectuelle dans des domaines tels que les recherches publiques, l'innovation, la santé, l'agriculture, les pêcheries, les droits des populations autochtones, le développement international et l'environnement. Le Groupe ne cherche pas nécessairement à parler d'une seule voix mais plutôt à créer un espace de dialogue et de réflexion collective sur les droits de propriété intellectuelle.

Le Groupe fonctionne essentiellement au moyen d'une liste de diffusion électronique. Ce réseau, dont le coordonnateur est Devlin Kuyek, chercheur et militant pour la sécurité alimentaire basé à l'Université du Québec à Montréal, permet aux participants d'échanger informations et analyses en continu et à un coût minime. En perspective de la prochaine tournée de négociations commerciales de l'OMC qui doit se tenir à Cancun, la polémique sur les droits de propriété intellectuelle va probablement s'intensifier; il est plus nécessaire que jamais que les voix de citoyennes et citoyens informés au Nord comme au Sud se fassent entendre pour lutter contre la tendance croissante à la privatisation. ☞

Pour s'inscrire au forum de discussion sur les droits de propriété intellectuelle, contacter Devlin Kuyek (devlink@sympatico.ca).

Envisager l'avenir de la Birmanie

Pendant que le soleil se couche sur les montagnes de Thaïlande, des jeunes, tous d'origine birmane, poursuivent une discussion animée. Ils sont assis en tailleur sur des nattes disposées sur le sol d'une hutte rustique, des tasses de café et des calepins éparpillés autour d'eux. Il règne une atmosphère conviviale et détendue à la fois. Tout semble y contredire la vie complexe et tumultueuse qui les attend à l'extérieur et les innombrables obstacles sur lesquels buttent leurs efforts. Ces jeunes militants sont les artisans d'un projet novateur intitulé Nationalities Youth Development Program (NYDP).

Appartenant aux communautés ethniques Rakhine, Kachin, Mon, Shan, Palaung, Chin ou autre, les membres du projet NYDP comptent parmi les quelque deux millions de réfugiés birmans. Très jeunes, ils ont été, pour la plupart, contraints à la fuite par la dictature militaire. Sur le pénible parcours jusqu'aux pays voisins, Thaïlande, Inde ou Bangladesh, ils ont subi les exactions de l'armée birmane. À l'instar d'autres jeunes réfugiés, ils sont soumis aux contraintes de la vie dans un camp ou à celle « des immigrants illégaux », sans document et sans recours. Ils sont occupés à survivre. Les possibilités d'éducation sont très limitées. Leurs voix sont étouffées par celles de leurs aînés qui prétendent savoir ce qui leur convient. Ils sont confrontés à des souvenirs douloureux et à un avenir incertain.

Malgré tout, de nombreux jeunes réfugiés se sont engagés dans l'action de leur communauté pour la démocratie et l'autodétermination. L'appartenance ethnique est l'élément central de ce combat et un facteur essentiel de la définition identitaire. Les jeunes essaient par tous les moyens d'améliorer leurs connaissances, d'acquérir de nouvelles habiletés et d'accroître leurs capacités pour contribuer, un jour, à la restauration de la démocratie en Birmanie.

C'est l'esprit dans lequel le projet NYDP a été conçu. Des jeunes de neuf communautés ethniques différentes ont organisé une série d'ateliers sur des thèmes politiques, socio-économiques et culturels. Avec la complicité du *Burma Relief Centre* et l'appui d'Inter Pares, NYDP a formé 120 jeunes militantes et militants vivant dans des camps frontaliers de la Thaïlande, de l'Inde et du Bangladesh. Les ateliers sont tenus à l'intérieur et à l'extérieur des camps pour donner accès aux réfugiés et aux immigrants.

Les ateliers s'étalent sur une semaine. De nombreuses séances sont animées par l'un des quatre employés recrutés par le NYDP parmi des organisations de jeunes des groupes ethniques. Principaux thèmes au programme : les droits de la personne,



Des membres du projet NYDP discutent ensemble lors d'un atelier thématique.

l'égalité des sexes et l'appartenance ethnique. Il est évident que ce sont des questions qui trouvent un écho dans le quotidien des participants. Les jeunes explorent, déconstruisent et discutent les problématiques des droits civiques, politiques et culturels, du nationalisme et des conflits ethniques, des droits de la femme et de l'État-nation. Ils apprennent à poser un regard critique sur le monde. Ils remettent en question les idées reçues et les préjugés pour mieux saisir et connaître leur propre diversité.

Dans le cadre des formations dispensées par le NYDP, les jeunes tirent les enseignements non seulement de l'expérience des animateurs mais aussi de celle des autres participants. Ils passent ensemble une semaine au cours de laquelle ils apprennent à connaître la vie et l'histoire des uns et des autres. Ils nouent des liens d'amitiés, jettent entre eux, leurs organisations et leurs groupes ethniques des passerelles qui les unissent dans l'action commune pour l'instauration de la paix en Birmanie. ✂

Enjeux globaux dans un monde en mutation

« Global Issues in a Changing World » est une collection d'ouvrages portant sur des questions d'intérêt mondial et qui a pour cible le lecteur curieux, les étudiants, les militants des pays du Nord et du Sud. Pour chaque thème traité, un livre expose les enjeux et remet en question les idées reçues et les politiques traditionnelles. La collection réunit des auteurs de différentes nationalités; tous examinent les besoins et les intérêts des citoyennes et citoyens ordinaires du Nord et du Sud. Ils partagent le même objectif : stimuler une nouvelle façon de penser et une action sociale novatrice dans le monde.

« Global Issues in a Changing World » est une initiative de Zed Books, d'éditeurs partenaires et d'ONG du monde entier,

dont Inter Pares. Qui ont uni leurs forces pour maximiser la pertinence et l'impact de la collection. Inter Pares subventionne aussi des partenaires éditeurs du Sud, leur permettant de rendre les ouvrages plus accessibles sur les marchés locaux.

La collection propose déjà onze titres; douze autres sont en cours d'impression.

Pour commander des ouvrages au Canada, veuillez contacter : Fernwood Books Ltd. B.P. 1981 Peterborough, ON K9J 7X7 Tél. : 705-743-8990 Téléc. : 705-743-8353 customerservice@broadviewpress.ca www.fernwoodbooks.ca

Terrain d'entente : Dialogue Asie du Sud-Canada

En août 2002, un groupe d'agriculteurs et de représentants de la société civile, femmes et hommes, de l'Inde, du Pakistan, du Sri Lanka, du Népal et du Bangladesh est venu au Canada dans le cadre d'une tournée de fermes biologiques et à l'occasion de la tenue, à Victoria, du Quatorzième Congrès mondial de la Fédération internationale des mouvements pour l'agriculture biologique. Durant cette visite de quinze jours, les agricultrices et agriculteurs canadiens et sud-asiatiques ont eu le loisir de discuter des défis, des politiques et des avantages liés à des pratiques agricoles propices à la biodiversité, aux communautés locales et à l'autosuffisance. Ces échanges ont permis de forger des amitiés cimentées dans une cause commune et de rédiger une déclaration d'action, *Terrain d'entente*, qui a ensuite été entérinée par des centaines de personnes et d'associations du monde entier.

En février 2003, six agriculteurs biologiques canadiens, dont trois femmes, une militante pour des systèmes alimentaires communautaires, et Anna Paskal d'Inter Pares, ont rendu la visite en Inde. Le groupe, qui a été reçu par la *Deccan Development Society* de l'Andhra Pradesh, un État du Sud de l'Inde, a effectué une tournée de trois semaines dans les fermes de la région et a eu des entretiens avec des responsables politiques de haut niveau dans quatre villes indiennes. Il s'agissait avant tout de mettre en relief les caractéristiques communes aux petites exploitations d'agriculture biologique à travers le monde. Pour plusieurs participants canadiens, les tables rondes avec des décideurs, des universitaires, des syndicalistes, des journalistes, des entrepreneurs « bio », des chercheurs, des militants et des agriculteurs représentaient leurs premiers pas à l'extérieur de leur communauté dans l'univers de la politique alimentaire mondiale.

En dépit d'une profonde connaissance de l'agriculture biologique et d'années d'engagement en faveur de la sécurité alimentaire, certains agriculteurs canadiens hésitaient à se lancer dans un débat public avec des personnalités influentes bien au fait des politiques agricoles. Le directeur exécutif de DDS, P.V. Satheesh, a rappelé au groupe que tant que l'on accordera plus d'importance à l'avis d'un chercheur sur la qualité des sols qu'à celui d'un paysan dont la famille cultive la terre depuis des générations, la voix des agriculteurs ne sera pas prise en compte. Satheesh a insisté sur le droit qu'ont ceux et celles qui parlent de leur expérience de se faire entendre.

Dans une pièce ronde organisée autour d'un *mandala* (sorte de dessin circulaire) aux couleurs vives représentant la symbiose naturelle des écosystèmes, les agricultrices et agriculteurs canadiens ont raconté leurs expériences. À partir de leurs histoires personnelles, s'est dessinée une image de l'agriculture

canadienne qui contraste fortement avec la vision traditionnelle des exploitations agricoles industrielles. Le portrait du fermier « bio » est celui d'un agriculteur dirigeant une petite ou une moyenne exploitation, qui jouit de l'appui de sa communauté qui, à son tour, bénéficie des avantages de l'alimentation saine que celui-ci lui procure. Plus la discussion avançait, plus les participants étaient persuadés de la validité et de la pertinence de leur message. L'agriculture biologique à petite échelle n'est pas seulement une activité viable et productive mais c'est aussi un instrument qui permet de créer, de maintenir et d'améliorer les moyens de subsistance ruraux et les économies locales.

Au lendemain du premier débat sur les politiques, des journaux en trois langues affichaient des titres tels que « Les agriculteurs biologiques recherchent la certification communautaire » ou « Des agriculteurs biologiques canadiens font cause commune avec ceux de Pune. » Au cours de la semaine suivante, les visiteurs canadiens ont rencontré des personnes venues de divers



Des agricultrices écologiques de l'Inde échangent et partagent leur connaissances des semences autochtones avec leurs homologues du Canada.

horizons dans plusieurs villes indiennes. La dernière rencontre a eu lieu dans la capitale, Delhi. À la fin de la conférence, une longue queue de participantes et participants s'étirait derrière le micro. L'un après l'autre, ils ont exprimé leur gratitude aux agriculteurs canadiens pour leurs interventions franches et concrètes, bien enracinées dans leurs réalités.

Au cours de la réunion précédant le départ des Canadiens, Satheesh s'est exprimé avec beaucoup d'émotion : « Grâce au dialogue, nous avons nettement élargi notre terrain d'entente et généré une énergie extraordinaire. Nous avons tissé notre vécu personnel dans la trame de l'expérience mondiale. Si, avant de venir, vous n'aviez pas conscience de votre force ; voyez maintenant le résultat de votre action. »

Pour visionner les photos prises par Anna Paskal au cours de ce voyage, visitez le site d'Inter Pares au www.interpares.ca.

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221 av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél (1-613) 563-4801 Téléc (1-613) 594-4704 www.interpares.ca
Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

